BRIEF

Camps de déplacés de Bulengo, Goma (Crédits : Léo Porte)

Le Nord-Kivu face à une crise de déplacement sans précédent

Février 2024 | République Démocratique du Congo

MESSAGES CLÉS

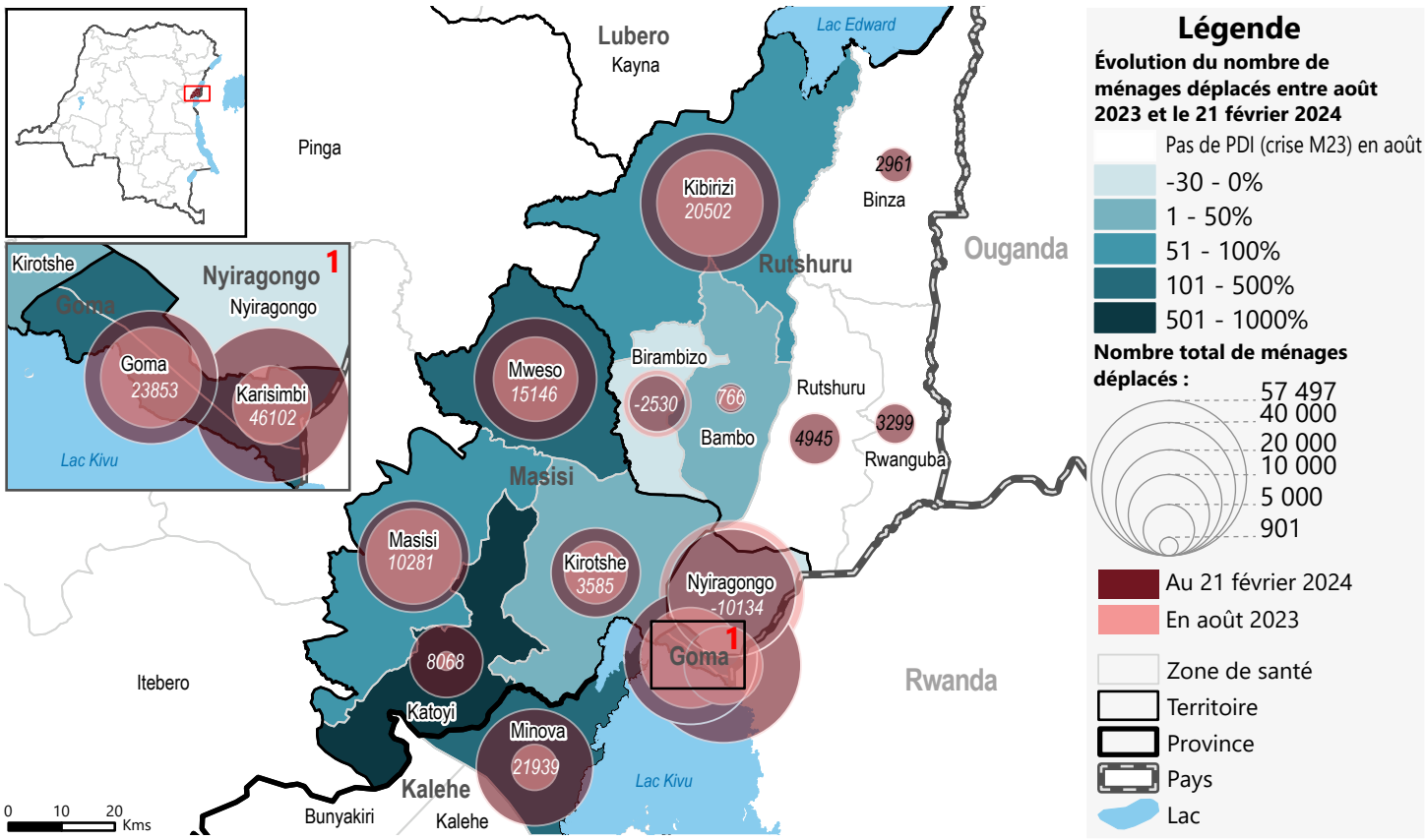
- Le conflit en cours depuis le printemps 2022 entre les forces gouvernementales congolaises et leurs alliés d'une part, et le groupe armé M23 d'autre part, **s'est intensifié depuis la fin du mois de janvier 2024,** avec des combats aux portes de Goma, la capitale du Nord-Kivu.
- Les affrontements armés, nombreux et violents, ont provoqué des **vagues de déplacement supplémentaires, entraînant une hausse dramatique des besoins et des vulnérabilités** (particulièrement dans les sites de déplacés) dans une région déjà extrêmement fragile.
- Cette crise intervient dans un contexte de **crainte d'une diminution des financements internationaux**, globalement en baisse et mobilisés sur d'autres crises plus médiatisées.

+170%

d'augmentation du **nombre de personnes déplacées** dans le Nord-Kivu depuis le mois d'août 2023

(source DTM/OIM)

Carte 1 : Évolution du nombre de ménages déplacés internes par la résurgence du M23 au Nord-Kivu, entre août 2023 et février 2024



(Données PDI : DTM/OIM)

REACH Informing more effective humanitarian action

Contexte de l'Est de la RDC

La crise prolongée que subit l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) depuis plusieurs décennies, connaît depuis bientôt deux ans une évolution préoccupante. La récente intensification **des violences dans le Nord-Kivu depuis la fin janvier 2024**, dernier épisode de la dégradation du contexte sécuritaire en cours depuis le printemps 2022, vient aggraver une situation humanitaire déjà alarmante.

Les conséquences de ces affrontements s'ajoutent aux **vulnérabilités existantes** d'une large partie de la population soumise à des déplacements incessants, à une recrudescence de certaines épidémies et à des évènements climatiques extrêmes.

Malgré des tentatives de relancer un processus de paix à Addis-Abeba le 17 février lors d'un mini-sommet de chefs d'État, il est fort probable que le conflit perdure dans les semaines et mois qui viennent et fragilise encore davantage une région déjà largement éprouvée.

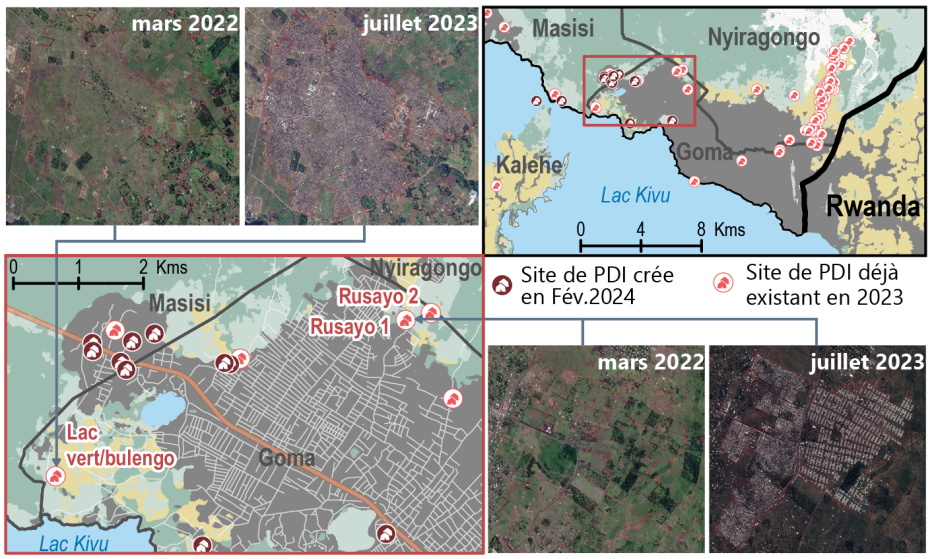
Une crise de déplacement qui s'aggrave

Les déplacements dus au conflit dans le Nord-Kivu ne sont malheureusement pas un phénomène nouveau. Par exemple dans le territoire du Masisi, 94% des localités évaluées dans le cadre du suivi de la situation humanitaire en novembre 2023 avaient été affectées par un choc dans le mois précédent, qui avait entraîné le départ de plus de la moitié de la population dans 89% des cas ; la cause de départ des personnes déplacées internes (PDI) de leur localité d'origine la plus citée étant les conflits armés à 96%. On assiste néanmoins à une évolution préoccupante ces derniers mois. **Le nombre d'individus déplacés a en effet presque triplé depuis le mois d'août 2023, atteignant plus de 1,6 millions,** avec une majorité de femmes (58%) et presque un quart d'enfants (17%). Le territoire de Goma a par exemple connu une augmentation de 70% du nombre de ménages déplacés.

L'intensification du conflit depuis le 5 février a entraîné une hausse importante des déplacements directement liés aux combats. Dans la zone de santé (ZS) de Minova (province du Sud-Kivu), le nombre de ménages déplacés aurait augmenté de 438%[1] suite notamment aux affrontements autour et dans la ville de Shasha, désormais sous contrôle du M23. Les violents affrontements à Mweso début février 2024 ont également entraîné des déplacements vers les zones de santé avoisinantes (ZS de Kiribizi dans le territoire du Rutshuru et ZS Pinga et ZS Itebero dans le territoire du Walikale).

Les zones de santé autour de Goma et de Sake sont également particulièrement touchées, avec une hausse du nombre de ménages déplacés de 25%[2] (35% pour la ZS de Goma et 15% pour la ZS de Karisimbi) entre le 27 janvier et le 21 février. Ce brusque afflux de personnes déplacées entraîne une pression sur la communauté hôte, qui accueille plus de la moitié des ménages déplacés. Cette augmentation a également pour conséquence la saturation des sites formels et la création spontanée de sites informels, où les conditions de vie sont dramatiques, et participent au risque accru de mortalité dans la région.

Carte 2 : Évolution de la taille des sites entre 2021 et 2023



46 151

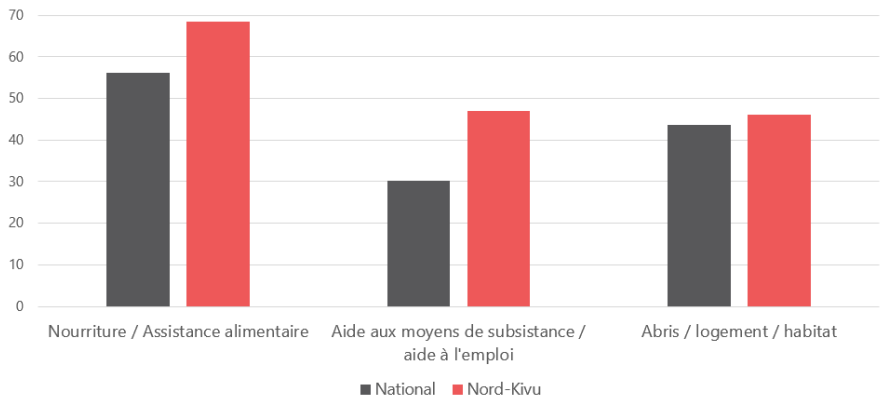
Nombre de ménages arrivés dans les sites formels et informels autour de Goma entre le 7 et le 27 février 2024

(source: Cluster CCCM Nord-Kivu et gestionnaires de site)

Des besoins humanitaires sévères et persistants

Ces dynamiques de déplacements d'une large partie de la population aggravent les vulnérabilités existantes, dans une province où les besoins humanitaires sont sévères et persistants. L'aperçu des besoins humanitaires (HNO) 2024 évalue ainsi à 2,6 millions de personnes dans le besoin dans le Nord-Kivu, ce qui en fait la province la plus touchée de la RDC. Sur les 4 ZS avec un niveau de sévérité 5 (parmi les 519 ZS de la RDC), 3 sont situées au Nord-Kivu (Masisi, Mweso et Bambo).

Graph. 1 : Besoins prioritaires les plus cités au Nord-Kivu, en % de ménages (EFSA/MSNA 2023)



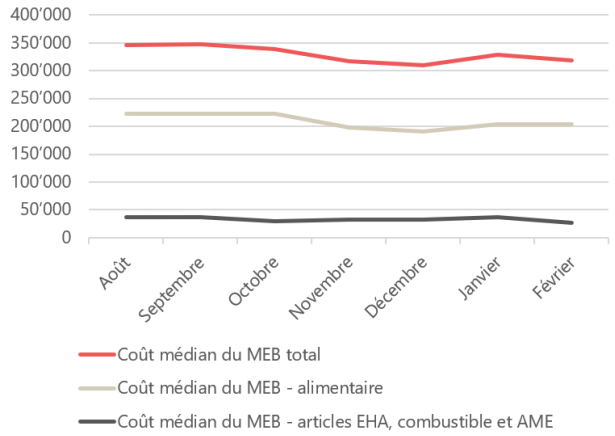
Une insécurité alimentaire prégnante

Le Nord-Kivu constitue la province avec le plus grand nombre de personnes en Phase IPC 3 (2,6M, soit 29% de la population), dont 7% des ménages en Phase 4. L'assistance alimentaire et l'aide aux moyens d'existence sont d'ailleurs les deux besoins prioritaires les plus cités au Nord-Kivu (voir graph. 1). Les multiples déplacements que subissent une partie de la population du fait des conflits, ainsi que la forte présence d'hommes en armes, réduisent l'accès aux terres et aux intrants, entravant la production agricole. À cela s'ajoute de mauvaises conditions agro-climatiques qui ont participé à une production saisonnière inférieure à la moyenne dans les provinces du Centre-Est et du Nord-Est. La période de soudure à partir d'avril pourrait en outre avoir des conséquences désastreuses sur les ménages les plus vulnérables, qui auraient déjà épuisé leurs stocks.

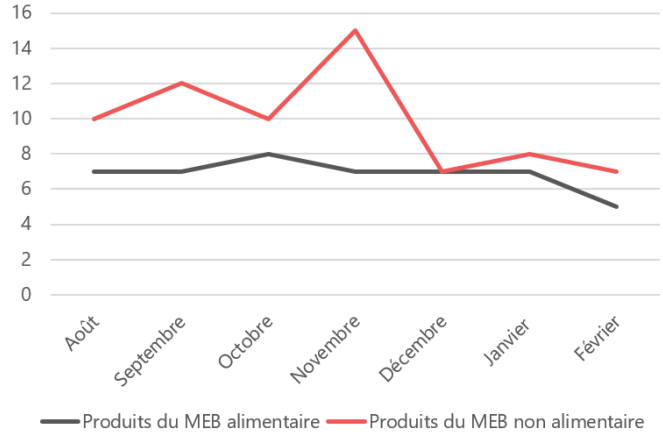
Les prix des denrées sur les marchés de Goma et du Masisi demeurent encore relativement stables (graph. 2) mais ont de fortes chances d'augmenter dans les prochaines semaines, du fait des difficultés de production agricole et d'approvisionnement liées aux affrontements (notamment autour de la Route nationale 2 (RN2) au Sud de Sake détériorant les liaisons avec le Sud-Kivu), ainsi que d'une augmentation de la demande avec l'arrivée de dizaines de milliers de déplacés. Par ailleurs, la durée de stock des commerçants de Goma semble progressivement diminuer depuis 6 mois (voir Graph. 3). Le **contexte d'inflation** (19,1% en 2023 et 10,6% prévu en 2024 par le FMI) et de dépréciation du franc congolais face au dollar d'environ un quart depuis le printemps 2023, ajoute une pression supplémentaire sur les prix, augmentant les risques d'insécurité alimentaire pour les ménages les plus vulnérables.

Les perturbations économiques liées à ce conflit **peuvent également impacter les territoires voisins comme la province du Sud-Kivu**, dont les besoins humanitaires sont également élevés et qui accueille une partie des PDI originaires du Nord-Kivu.

Graph. 2 : Prix du panier de dépense minimum (MEB) sur les principaux marchés de Goma, en francs congolais (ICSM)[3]



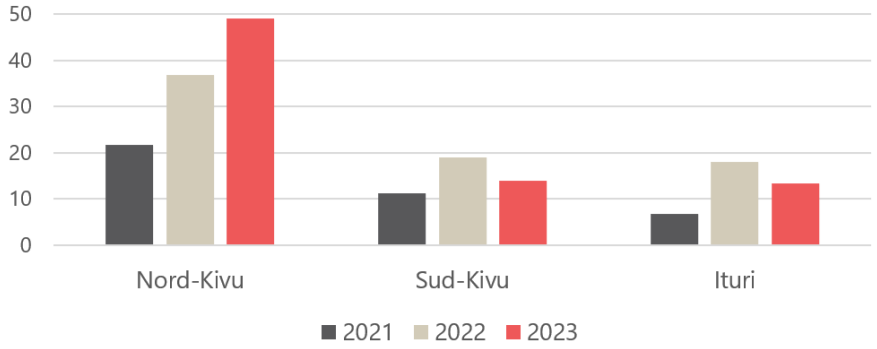
Graph. 3 : Durée médiane des stocks sur les principaux marchés de Goma, en jour (ICSM)[3]



Fort risque d'augmentation des violences basées sur le genre (VBG)

Les violences basées sur le genre (VBG) constituent déjà une problématique à l'échelle nationale. L'aperçu des besoins humanitaires (HNO) 2024 estime à 7,7 millions le nombre de personnes qui ont un besoin directement lié aux VBG.

Graph. 4 : Nombre de cas de VBG par province, en milliers (OCHA)



Parmi ces personnes vulnérables, les populations déplacées apparaissent comme les plus exposées, du fait notamment d'une surpopulation dans les sites de déplacés et d'un manque d'accès aux services de base ou à des moyens de subsistance, qui augmentent les risques d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels (SEAH). Au Nord-Kivu, le niveau de sévérité est considéré comme catastrophique dans les territoires du Masisi, Goma, Nyiragongo et Rutshuru (mais aussi dans les territoires du Lubero et de Béni), avec des cas de VBG en augmentation et particulièrement dans les sites à la périphérie de Goma, selon les prestataires de service VBG interrogés par REACH en novembre 2023[4]. Ces derniers rapportent également que la présence de nombreux hommes en armes dans la zone contribuerait fortement à cette hausse.

Il est probable que l'augmentation de la population déplacée dans le Nord-Kivu, couplée à des capacités d'accueil saturées et une insécurité alimentaire grandissante, participe à aggraver la tendance déjà à la hausse des cas de VBG.

39%

NYIRAGONGO

29%

MASISI

Proportion de ménages dans les deux territoires autour de Goma déclarant avoir au moins un membre ayant subi un incident de protection.
National : **8,5%**

(source: EFSA/MSNA 2023)

Un contexte de baisse des financements

Cette crise s'aggrave dans un contexte de financement humanitaire tendu. A court terme, la période de janvier à mars est une période de clôture et de renouvellement de fonds, durant laquelle tous les acteurs ne disposent pas d'une capacité de réponse complète - et cela d'autant plus que le récent *system-wide scale-up* lancé en juin 2023 pour soutenir l'action humanitaire dans l'est de la RDC s'est officiellement terminé le 31 décembre 2023.

A plus long terme et à l'échelle de la RDC, la tendance semble indiquer que l'écart entre les fonds requis et effectivement financés se creuse, dans un contexte international où d'autres crises mobilisent l'attention. En 2023, la couverture des besoins identifiés dans le cadre du plan de réponse humanitaire se situait au plus bas niveau depuis 20 ans, atteignant la barre des 40% (OCHA Financial Tracking Service).

Dans ce contexte, il est plus que jamais nécessaire d'assurer un niveau de financement adéquat pour les acteurs de première ligne et une priorisation efficace, notamment à travers le groupe de travail sur l'analyse des crises et de la qualité (GTACQ) conduit par OCHA avec le soutien technique de REACH. À son échelle, REACH continue de fournir des données sur la crise en cours, avec le suivi de la situation humanitaire (HSM), de suivi des prix (ICSM), ou encore l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) et une volonté de soutien au cluster CCCM.

À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).

NOTES :

[1] Calculs sur la base des données de la DTM/OIM.
[2] *Idem.*
[3] Données préliminaires pour décembre 2023, janvier et février 2024.
[4] Aucun prestataire de service VBG n'a été rapporté en novembre 2023 dans les sites de Nyakabanga et Main de Dieu au Nord de Goma, qui accueillent respectivement 1519 et 447 ménages au 21 février 2024.
[5] Financements reçus dans le cadre du Plan de réponse humanitaire. Ce chiffre n'inclut pas les financements hors plan.